

Lundi 30 mai 2016

Le rendez-vous manqué du Président Obama à Hiroshima

Jean-Marie Muller*

Le vendredi 27 mai 2016, Barack Obama s'est rendu à Hiroshima. C'était la première visite d'un président américain en exercice sur les lieux du cataclysme nucléaire survenu le 6 août 1945. Quelques jours auparavant, il avait affirmé qu'il ne présenterait aucune excuse de la part de l'État américain. Le 23 mai, il avait déclaré à la chaîne de télévision publique japonaise NHK : « Je pense qu'il est important de reconnaître qu'en pleine guerre, les dirigeants doivent prendre toutes sortes de décisions. (...) C'est le rôle des historiens de poser des questions et de les examiner. Mais je sais, étant moi-même président depuis sept ans et demi, que tout dirigeant prend des décisions très difficiles, en particulier en temps de guerre".» Ces propos brumeux ne sont pas loin de valoir un assentiment. Ils laissent entendre clairement que le Président américain refuse d'assumer ses responsabilités et qu'il se dérobe. Au demeurant, les historiens ont établi que les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki ne correspondaient à aucune nécessité politique dès lors que le Japon avait déjà fait savoir qu'il était prêt à capituler.

Les Américains estimaient qu'ils devaient utiliser la bombe pour la simple raison qu'ils l'avaient fabriquée et que, dès lors, il fallait bien qu'elle serve. Liddel Hart apporte un témoignage extrêmement clair à l'appui de cette thèse. L'un des officiers ayant participé au projet américain a expliqué ainsi l'emploi précipité de la bombe : « Il fallait tout simplement que la bombe marche – on avait dépensé tellement d'argent pour elle. (...) Lorsque la bombe fut terminée et larguée, ce fut un soulagement énorme pour tous ceux qui étaient concernés dans l'opération¹. »

1

Cité par Liddel Hart, *Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, Fayard, 1973, Paris, p. 702.

Barack Obama ne peut ignorer que les historiens ont qualifié le bombardement de Hiroshima de crime contre l'humanité. Aussi aurait-il dû avoir le courage de présenter les excuses de l'État américain, non seulement au peuple japonais, mais à l'humanité tout entière. Chaque être humain a droit à ces excuses car chacun de nous a été blessé au plus profond de lui-même par ce crime contre notre humanité.

Ce matin-là, la mort est tombée du ciel

Après une visite rapide de quelques minutes du Mémorial pour la paix, le président américain a pris la parole pour donner les raisons de sa présence à Hiroshima : « Il y a soixante et onze ans, par un matin lumineux et sans nuage, la mort est tombée du ciel. Un éclair de lumière et un mur de feu a détruit une ville et a prouvé que l'humanité possède les moyens de se détruire elle-même. Pourquoi sommes-nous ici ? Nous sommes venus réfléchir à cette force terrible libérée dans un passé pas si lointain. (...) Hiroshima nous a appris cette vérité : le progrès technologique sans progrès humains peut nous être fatal. La révolution scientifique qui nous a conduits à la fission de l'atome appelle également une révolution morale ».

Sept mois avant de quitter la Maison-Blanche, il a esquissé l'espoir d'un « avenir dans lequel Hiroshima et Nagasaki ne seront pas connues comme l'aube de la guerre atomique, mais comme le début de notre propre éveil moral ».

Mais que peuvent signifier ces paroles si l'on se ressouvient qu'elles émanent d'un chef d'État qui possède le plus grand arsenal nucléaire au monde et qui dépense chaque année des milliards de dollars pour le moderniser. Comme l'a fait remarquer la BBC, pendant que le président américain prononçait son discours, à quelques pas de lui, on pouvait voir un officier qui tenait la mallette contenant le code de la mise à feu des armes nucléaires.

L'essence de l'obligation morale est d'être unilatérale

À deux reprises, Barack Obama fait appel à la morale pour faire face aux dangers des armes nucléaires : celles-ci exigent « une révolution morale » et un « éveil moral ». Il a formellement raison, car la dissuasion nucléaire, qui est fondée sur la préméditation d'un crime contre l'humanité, est la négation et le

reniement de toute morale. Mais quelle politique propose-t-il pour traduire dans la réalité cette exigence morale ? Il veut faire confiance aux institutions et traités établis par la communauté internationale pour « réduire, faire reculer et finalement éliminer l'existence des armes nucléaires ». Cependant, il fait cet aveu : « Nous ne sommes pas capables de faire disparaître la capacité de l'homme à faire le mal, dès lors les nations et les alliances que nous formons doivent posséder les moyens pour nous défendre » et il s'agit bien sûr des moyens nucléaires. Raisonner ainsi c'est renvoyer le désarmement nucléaire aux calendes grecques, car l'homme sera toujours capable de faire le mal et les nations devront toujours se défendre. Mais les armes nucléaires ne sont pas des armes légitimes de défense, elles sont des armes criminelles de destruction et de dévastation. Elles ne garantissent pas la paix du monde, mais la menacent.

Obama poursuit cependant : « Mais dans ces nations qui comme la mienne possèdent des réserves d'armements nucléaires, nous devons avoir le courage d'échapper à la logique de la peur et de chercher à parvenir à un monde sans eux. » Il précise alors : « Nous ne pouvons pas atteindre ce but de mon vivant, mais nous pouvons programmer le processus qui conduit à la destruction de ces réserves. » Cependant, le président est encore jeune et l'on ne peut que lui souhaiter une longue vie ! Il faut donc se résigner à ce que les États-Unis possèdent encore des armes nucléaires pendant quelques dizaines d'années et rien ne laisse prévoir que ce qui est impossible du vivant du président deviendra possible après sa mort...

Ainsi, la « révolution morale » est renvoyée à un avenir lointain imprévu et totalement imprévisible... Pourtant, l'exigence morale est impérative dès aujourd'hui et c'est la nier que d'attendre, pour la satisfaire, que l'homme n'ait plus la capacité de faire le mal... En outre, la seule modalité du désarmement nucléaire envisagé par les États-Unis est le désarmement multilatéral et simultané de tous les États dotés... Or l'essence même de l'exigence morale est d'être unilatérale, et c'est encore la nier d'attendre, pour la satisfaire, que les autres, que tous les autres se décident à la satisfaire également... Et toutes les rencontres internationales de ces dernières années ont prouvé que le désarmement nucléaire n'était pas à l'ordre du jour.

Le 5 avril 2009, dans un discours prononcé à Prague, Barack Obama avait déclaré : « Étant le seul pouvoir nucléaire à avoir jamais utilisé une arme nucléaire, les États-Unis ont la responsabilité morale d'agir. Nous ne pouvons pas réussir seuls dans cette entreprise, mais nous pouvons en prendre la tête, nous pouvons la commencer. C'est pourquoi, aujourd'hui, j'affirme clairement et avec conviction l'engagement de l'Amérique à rechercher la paix et la sécurité d'un monde sans armes nucléaires. » La visite à Hiroshima était l'occasion ou jamais de tenir cet engagement. Malheureusement, il n'en a rien été.

Cette visite a été présentée comme étant « historique », mais force est de reconnaître que le président américain a manqué le rendez-vous qu'il avait ce jour-là avec l'histoire. Il n'a en effet rien changé au monde qui reste prisonnier des armements nucléaires. Il a au contraire confirmé que les États dotés continueront à posséder leurs armes avec l'illusion de se défendre. Le seul espoir réside dans la mobilisation des citoyens de chaque État doté pour exiger le désarmement unilatéral de leur pays.

Les citoyens français sont évidemment directement concernés.

* Philosophe et écrivain, Jean-Marie Muller est notamment l'auteur de *Libérer la France des armes nucléaires, La préméditation d'un crime contre l'humanité*, Chronique sociale, 2014.

Site personnel : www.jean-marie-muller.fr